

LE CHANGEMENT DE SENS DES FAÏENCERIES DE SARREGUEMINES

La ville, un patrimoine commun : certains y verront une évidence, se représentant immédiatement tel monument historique mis en valeur sur une place des 36 600 communes françaises notre « patrimoine national », et le chercheur fera peut-être le lien avec la fresque magistrale offerte à la mémoire des lieux qu'a dirigée Pierre Nora (1997). La proposition va beaucoup moins de soi pour qui souhaite raisonner en termes de « développement durable », entendu comme la transmission à la génération suivante d'un patrimoine au moins équivalent à celui dont la génération actuelle a été dotée.

Pour avancer sur ces pistes peu balisées, il nous semble utile de partir d'une situation « exemplaire » : la ville de Sarreguemines, 25 000 habitants, chef-lieu d'arrondissement de la Moselle-Est, qui s'est développée autour de l'industrie faïencière établie en 1790. C'est dans ce contexte spécifique d'un passé monoindustriel d'autant plus prégnant qu'il est associé à des politiques paternalistes très abouties (Frey, 1995) que l'on se propose de voir comment se construit le sentiment d'un patrimoine industriel et urbain partagé, celui de l'activité faïencière, c'est-à-dire quand et à quelles conditions un lieu de travail et ses productions (d'ordre professionnel, c'est-à-dire privé) sont consolidés comme constitutifs du patrimoine local (appréhendé alors comme un bien public). A cette première dimension du « développement durable », par rapport aux activités économiques locales et à la reconnaissance d'un patrimoine collectif, s'ajoute une seconde, si l'on s'attache cette fois à un regard davantage micro-sociologique permettant de tester les évolutions corrélatives du patrimoine familial, et en particulier le logement préoccupation de taille du patronage d'entreprise s'il en est.

On souhaite de la sorte réfléchir sur les processus socio-historiques de construction d'un « patrimoine commun » de la faïence à Sarreguemines, entre l'espace de la famille, de l'usine et de la ville, qui se superposent sans coïncider « naturellement », objets d'intérêts convergents ou divergents selon les périodes et les acteurs mobilisés, mais révélant toujours un même enjeu : celui de la nécessaire prise de conscience de ce que peut recouvrir un « patrimoine¹ ». On montrera



Amour champêtre : faïence du XIX^e siècle - © Musée de Sarreguemines -

que la « patrimonialité » est un objet de luttes définitoires (entre dimension artistique, architecturale, financière, sociale, environnementale, etc.) mais aussi idéologique (entre sphère publique et privée, d'abord, et au sein de l'action publique, ensuite : peut-il y avoir du « patrimonial » où il y a du « social » ?), dont la clarification apparaît indispensable pour que la notion de « développement durable » gagne en effectivité. Afin de rendre la complexité de ces dimensions entrecroisées, on prend ici le parti de l'analyse diachronique sur le temps long, afin de mieux rendre l'épaisseur des débats du présent, en les resituant dans leur trame historique².

La production d'une cohésion paternaliste (1836-1914)

Dans un premier temps, qui va de l'accession du baron Alexandre de Geiger à la direction de la faïencerie en 1836 à la Première Guerre mondiale, l'usine s'impose en termes spatiaux à la ville. La faïencerie n'est certes pas le seul employeur de la commune : on y dénombre 1 300 ouvriers sur un total de 3 000 actifs au 29 juin 1866,

1. Sur la complexité de cette notion, voir notamment Gillet, 1980, et Chastel, 1997, p. 1433 et suiv.

2. Ce travail prolongeant notre thèse (Hamman, 2000a) repose sur l'exploitation d'archives ainsi que sur plusieurs séries d'entretiens avec des ouvriers et employés retraités de la faïencerie. Que ces derniers autant que les responsables du Musée et des Archives de Sarreguemines soient remerciés pour leur collaboration bienveillante.

mais elle constitue la source quasi unique d'une activité qui ne soit pas agricole ou exercée à domicile de façon journalière. Du coup, c'est une imbrication en termes de réciprocité que l'on peut observer : embauchant sur place une main-d'œuvre à laquelle il offre un certain nombre d'avantages matériels, Geiger contribue au développement de la commune en même temps qu'il assure celui de la faïencerie. Dès lors, la municipalité soutient sans faille les demandes d'extensions successives de l'entreprise, nonobstant les désagréments (odeurs, poussières de charbon...) occasionnés en plein centre ville. Par exemple, le projet d'A. de Geiger de construire une « usine auxiliaire » est salué le 4 janvier 1853 par le Conseil municipal en ces termes : « L'établissement projeté et, par la suite, l'extension de l'industrie amèneront une augmentation de prospérité pour toute la contrée et notamment pour la ville. Les inconvénients qui en résulteront pour les propriétés voisines sont largement compensés par les bienfaits de ce nouvel établissement ³ ».

Les positions politiques des dirigeants garantissent une bienveillance générale des édiles comme des fonctionnaires d'Etat. Ami personnel de Napoléon III, Alexandre de Geiger est un haut dignitaire du Second Empire (Leclerc, 1957, p. 39). A partir de ses fortes ressources parisiennes, Geiger exerce de façon



Les cadres du XIX^{ème} siècle - © Musée de Sarreguemines -

saisissant l'ensemble des fonctions politiques, économiques, sociales et culturelles dans la circonscription de Sarreguemines. Il est nommé maire de Sarreguemines de 1855 à 1871. De 1852 à 1868, il est député de l'arrondissement, puis sénateur d'Empire jusqu'en 1870, ainsi que conseiller général de la Moselle de 1855 à 1870. Par ailleurs, il occupe à compter de 1851 la fonction de président du Comice agricole, de capitaine de la compagnie des sapeurs-pompiers, dirige également le bureau de bienfaisance, préside le comité local de la Société du Prince Impérial, ainsi que, après 1859, le cercle littéraire. Il siège aussi au conseil de salubrité de la cité, au conseil d'administration du collège, etc⁴.

L'effondrement en 1870 du régime napoléonien et

l'annexion de l'Alsace-Moselle par l'Empire allemand remettent brutalement en cause la position des patrons de la fabrique. Ceux-ci parviennent cependant dans une certaine mesure à s'adapter à la situation politique nouvelle : tandis que le fils d'Alexandre de Geiger, Paul de Geiger, se concentre sur la gestion de l'entreprise, c'est le gendre, Edouard Jaunez, qui devient un notable des plus influents, le « grand duc sans couronne de Lorraine » selon le terme de ses contemporains (Roth, 1981). L'expansion de la firme reprend vite, et l'on entre dans l'ère de la production de masse : alors qu'elle atteignait en 1841 une valeur de 420 000 F, ce chiffre passe à 6 590 000 F en 1914 ; la faïencerie comprend 2 610 ouvriers en 1876 et plus de 3000 en 1910. C'est durant ce moment d'expansion industrielle que prend corps une association matérielle et symbolique entre Sarreguemines et la faïence : la ville devient célèbre en France et dans le monde pour ses céramiques. En 1900, c'est un peu moins de la moitié des marchandises de la faïencerie qui est écoulée en France, ce qui atteste la progression des exportations dans une vingtaine de pays, jusqu'à l'Inde et l'Amérique du Sud⁵. Ces efforts commerciaux n'amputent cependant point le haut niveau artistique des productions. Une brève énumération en persuadera : l'entreprise fabrique de la faïence fine, de la terre jaune de Naples, des lustres, des terres carmelites, grès fins polis, terres d'Egypte, Jasper Ware, porcelaine, parian et majolique. A cela vient s'ajouter la réalisation de fresques murales, poêles, cheminées et autres objets décoratifs⁶.

On peut alors saisir le sentiment de fierté éprouvé par les ouvriers. Le cas de la décoratrice Marie-Victorine Kremer est très significatif : consacrant ses loisirs à créer ses propres modèles, elle (se) vit comme une artiste et applique une démarche très rigoureuse, qu'elle restitue par bribes dans son journal intime. Ainsi, elle trouve son inspiration « en situation » : chaque jour, elle se promène à travers Sarreguemines, observe la nature, les bâtiments, les saisons et leurs effets, etc. Elle effectue des croquis et/ou peint de petites aquarelles pour fixer le tableau d'un instant perçu comme digne de fournir de futurs décors pour la production. Puis M.V. Kremer confronte de façon systématique son carnet d'ébauches avec les œuvres et les techniques « canoniques » relatées dans les ouvrages spécialisés : « Revenue à l'atelier, j'examine mes croquis avec un œil critique ; en les comparant à ces très nombreux recueils de modèles, je me sens souvent découragée par mes résultats. J'aimerais couvrir de plantes tous les vases et toutes les assiettes qu'on me

3. Archives Municipales de Sarreguemines, section III, FI-11 et 12, F IV-5/1 et 5/2, F IV-7.

4. AMS, section III, DI-6 à 9.

5. Archives Départementales de la Moselle, 468W9 (BI 1010) et 14 AL 83 ; AMS, section IV, 3F5-6.

6. Musée Régional de Sarreguemines, dossier Production.

demande de décorer ». Ce n'est qu'après avoir opéré ces « vérifications » qu'elle réalise le transfert des décors sur des supports en faïence, en prenant soin de donner une marque personnelle à son travail, c'est-à-dire de signer son œuvre (Decker & Vilhem, 1998, pp. 41-45, feuillet daté du 20 mai 1885).

Cette dimension artistique de l'activité faïencière permet aux directeurs de s'attacher la main d'œuvre (Hamman, 1999), qui bénéficie, en plus des rétributions symboliques d'un travail « noble », d'avantages matériels « maison ». La question du logement ouvrier est ici centrale. Elle correspond bien aux théories leplaysiennes de l'« industrie aux champs » et de la petite propriété ouvrière auxquelles on prête la vertu de désamorcer les tensions sociales, au moment où nombre de patrons prennent conscience des dangers des grandes concentrations urbaines naissantes pour l'ordre établi de l'entreprise et de la société (Castel, 1995). On a là un premier temps du patronage, où l'habitat devient l'affaire du patron, maître de son personnel « du berceau à la tombe », élevant les cités ouvrières et les contrôlant en tant que constructions privatives de l'entreprise, hors de toute intervention publique, et dans une perspective utilitariste (Commaille, 1982). A la faïencerie, la cité construite en 1868 se compose de 64 habitats répartis en quatre rangées de maisons, identiques les unes aux autres, dans un ordonnancement géométrique, interrompu à la dernière rangée par un long bâtiment unique. L'alignement des maisons comme leur uniformité évoquent un ordre spatial au service de l'ordre social. Ces constructions se composent d'un rez-de-chaussée et d'un étage, pour former huit logements avec un aspect caractéristique de maisons-jumelles⁷. En 1877, le graveur héraldique Constant Lapaix en fit l'éloge en ces termes : « Cette usine considérable réunit toutes les conditions de bien-être que peut désirer l'ouvrier, car presque tous sont logés dans une élégante Cité où chaque famille a sa maison et son petit jardin » (Lapaix, 1877, p. 236). De tels logements constituent effectivement un progrès par rapport à la situation ouvrière de l'époque. Que dire en effet des normes de l'habitable au XIX^{ème} siècle : selon la Statistique générale de la France, en 1891, la pièce d'habitation est définie comme « tout compartiment d'une maison, destiné à l'habitation, séparé des autres par des cloisons allant jusqu'au plafond et assez grand pour contenir un lit d'adulte » (Verret, 1995, ch. 4).

A la codification architecturale s'ajoute une hiérarchisation à la fois sociale et pratique de l'habitat. En fonction de la place qu'ils occupent dans l'entreprise, les membres du personnel sont logés dans l'une ou l'autre des « avenues » de la Cité : les employés et les commis résident dans les première et deuxième avenues ; la troisième avenue est occupée par des chefs d'équipe ; les ouvriers sont essentiel-

lement logés dans les avenues IV et V. Ces derniers bénéficient toutefois de logements adaptés. Des habitations propres aux familles nombreuses sont mises à disposition : « La cinquième avenue, les locaux étaient beaucoup plus grands que dans la première ou la deuxième, où il y avait quatre pièces et une mansarde. Une partie de la quatrième avenue et la cinquième, c'était déjà sur rez-de-chaussée et deux niveaux. Donc il y avait davantage de place pour les familles », se rappelle un ancien responsable du personnel. Dans tous les cas, les loyers perçus sont modestes, voire inexistantes, si bien qu'un expert d'État estime en 1918 que la cité constitue une source de pertes financières pour l'entreprise⁸.

C'est que la rationalité est autre : « Peut-il exister un patrimoine personnellement attribuable qui ne soit pas privé – donc qui soit social –, mais susceptible d'une jouissance privée ? » (Castel, 1995, p. 310). C'est à cette question que les dirigeants de la faïencerie tentent d'apporter une réponse en construisant des logements ouvriers. Ils organisent par là une forme de



Intérieur de la faïencerie - © Musée de Sarreguemines -

propriété collective disponible pour un usage privé sous un certain nombre de conditions : dans le cadre local rural, la Cité devient un lieu régulé de substitution au village. Ceci se retrouve d'autant plus clairement dans les propos des anciens ouvriers que le vecteur de la famille amplifie la portée de toute sanction : « Si l'attitude d'un ouvrier venait à déplaire, c'est l'ensemble des membres de la famille travaillant à la fabrique qui étaient mis à pied et contraints de quitter leur logement ». Ainsi, la Cité apparaît bien comme un outil de responsabilisation de l'ouvrier, fonction traditionnellement associée à la petite propriété concédée par le patronat (Verret, 1995, pp. 137-151). Une question d'importance demeure : comment les logements « concédés » aux ouvriers ont-ils été « reçus » par ces derniers ?

7. AMS, section III, FI-3 ; Wittenbrock, 1989.

8. ADM, 14 AL 83.

La ville contre l'usine : permanences et ruptures durant l'entre-deux-guerres

Ce deuxième moment est marqué par les conflits entre la municipalité de Sarreguemines et les dirigeants de la faïencerie : les mouvements socialistes et communistes qui s'implantent localement après le retour à la France en 1918 n'ont cessé de dénoncer les pratiques patronales de bas salaires et de strict encadrement de la main d'œuvre, relayés en cela par les élus qui s'efforcent de rompre le monopole économique de la fabrique.

Lorsque le 10 décembre 1919 Charles Sigwald, employé de la faïencerie proche de Paul de Geiger, est battu aux élections municipales, c'est le dernier maire directement « piloté » par les directeurs qui s'efface⁹. Son successeur, Henri Nominé, mène des actions en contradiction complète avec les positions des directeurs de la fabrique. C'est une première rupture privé public qui est ainsi scellée. H. Nominé revendique son autonomie de gestion de la commune ; il souhaite la développer en diversifiant le marché du travail. La tension monte avec les dirigeants de l'entreprise : « Jusque là, les pouvoirs politiques, les maires dépendaient tous de l'influence de la faïencerie. Tout était apprivoisé. Tandis que le fait d'avoir des idées indépendantes...¹⁰ ». Dans ces circonstances, Nominé lance le projet d'un terrain industriel situé sur le domaine forestier communal ; il s'emploie à attirer des entrepreneurs dans ce nouvel espace : « Le départ, c'était le terrain industriel, et ça remonte à 1922. C'était la lutte d'émancipation de la municipalité contre l'influence de la faïencerie, la création de contre-poids dans de nouvelles industries, une multitude de petites choses ». Le maire s'engage d'ailleurs personnellement dans une activité industrielle : « J'avais moi-même fait la fonderie... on a commencé avec les coffres-forts... C'était comme ça. Un jour, j'ai dit au directeur de la faïencerie : Monsieur, si vous faites de la politique, moi je fais des coffres-forts ».

La scission ville usine est définitive en 1935 : pour la première fois, un candidat socialiste accède à la mairie et, le 3 mai 1936, un autre à la députation¹¹. Une



L'arrivée des matières premières - © Musée de Sarreguemines -

opposition d'ordre idéologique se développe ; elle se manifeste en particulier au cours des grèves de juin 1936 (Hamman, 1999). On est entré dans un temps de défiance où le discours de l'intérêt économique de la firme et celui de l'intérêt général de la commune se disjoignent. L'entreprise est stigmatisée par le nouveau maire de Sarreguemines comme un lieu d'exploitation : « Les Faïenceries sont l'exemple le plus typique d'une industrie du grand capitalisme et de l'exploitation des ouvriers. Ces tortionnaires internationaux pensent-ils que cette situation, dans laquelle les ouvriers meurent de faim et de misère, peut encore durer longtemps, pendant que ces messieurs nagent dans les bénéfices ? ».¹² Sur la scène publique polarisée par les conflits politiques, la faïence(rie) n'apparaît pas comme une part du patrimoine local qu'il conviendrait de protéger et de faire partager, mais comme un repoussoir permanent.

Si le patrimoine collectif n'est point constitué localement, qu'en est-il au niveau des personnels de l'entreprise ? De 1933 à 1939, le capital social de la firme est réduit de 22 500 000 F à 19 800 000 F pour compenser le recul des ventes¹³. La crise des années 1930 frappe directement l'entreprise dans la mesure où une partie importante de son catalogue est constituée d'articles de luxe. Dans cette conjoncture défavorable, la gestion interne des rapports sociaux n'est toutefois pas véritablement affectée : les politiques « maison » fonctionnent, à commencer par les logements ouvriers, dans la mesure où on assiste à une prise en charge de ces logements par les ouvriers eux-mêmes. Certes, le directeur impose un règlement d'occupation strict aux locataires, s'agissant « d'assurer et de conserver aux habitants de la cité la jouissance de logements sains, agréables et confortables, dans des maisons correctement tenues »¹⁴, dans un mélange de surveillance, de « domination douce » (Foucault, 1975), mais également d'incitations et de promotion du progrès social tel qu'il est conçu par les patrons. La figure du chef du personnel demeure ancrée dans la mémoire des « anciens » :

« B.F., c'était un grand chef avant la guerre. Quand il passait par la cité, tout le monde briquait devant la porte, nettoyait le jardin. Quand quelqu'un entrait dans la cité, il fallait qu'il paye une caution. On lui disait : « Il faut que ton jardin, les abords soient propres ». S'il y avait un petit désordre, c'était moins bien. Alors ce B.F. nettoyait le jardin. Quand quelqu'un entrait dans la cité, il fallait qu'il paye une caution. On lui disait : « Il faut que ton jardin, les abords soient propres ». Alors ce B.F.

9. AMS, section IV, non coté, dossier Sigwald.

10. Les citations de Henri Nominé sont tirées d'un entretien réalisé par M. Paul Mouzard après 1945. AMS, section IV, non coté, dossier Nominé.

11. AMS, section IV, 11 K 2 (1935) et K V-11 (1936).

12. Saargemünder Kommunalpolitische Zeitung, janvier 1935, p. 2.

13. AMS, section IV, 3 F 5-6 ; MRS, dossier politique commerciale.

14. AMS, série 2 H – règlement d'associations.

faisait le tour des jardins, tout aussi bien des jardins d'agrément que des potagers. Et les champs, même ces parcelles étaient visitées par B F » Tout ne doit cependant pas être rapporté à une intériorisation du « modèle patronal » ; ce serait méconnaître les nombreuses pratiques ouvrières quotidiennes d'Eigensinn (Lüdtke, 1984). Un employé se souvient de sa jeunesse :

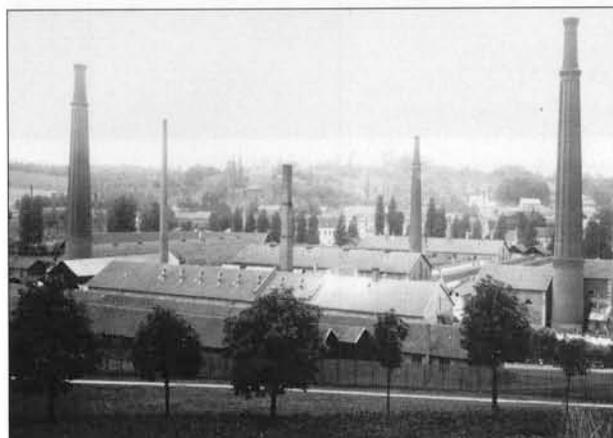
« Il y avait donc deux escaliers [dont] un escalier qui montait au premier. Escalier très traître ! Les femmes ciraient tout ça. Elles étaient fières de leur intérieur ! Tous les sols de la vieille cité étaient en bois. Et ces planchers, c'était astiqué à la cire, et après, on achetait une poudre qu'on délayait dans l'eau, et avec on teintait le bois. [...] Le cabinet se trouvait à l'extérieur, à part. Alors ces cabinets, c'étaient des tonneaux. Au-dessus il y avait un couvercle, et souvent il y avait une ou deux marches pour y accéder. Ces cabinets ils étaient tout aussi propres que l'intérieur ! Ils étaient teintés, cirés... ».

Qui plus est, toutes les maisons de la Cité disposent d'un jardin et d'appentis, propres à chacun des locataires. La décoratrice Marie-Victorine Kremer note ainsi le 30 juillet 1890 dans son journal : « Chaque maison est entourée d'un petit jardin où quelques femmes s'affairent, cueillant des haricots ou arrachant des carottes pour la soupe du lendemain. Une femme rentrait chez elle, portant une sellette et le seau rempli du lait de la chèvre qu'on entendait bêler dans une petite remise » (Decker & Vilhem, 1998, p. 82). S'il ne s'agit pas d'un patrimoine privé, les ouvriers peuvent en retirer des bénéfices appropriables privativement : de ce point de vue, le jardin et les bêtes élevées représentent un supplément jugé non-négligeable (Verret, 1996). Les personnes interrogées se souviennent également du plaisir que procurait cette pratique, à la sortie des ateliers : « Les personnes n'étaient pas aussi stressées qu'aujourd'hui. C'était vraiment leur plaisir de rentrer le soir et de travailler encore un peu dans leur potager, qui de toute façon leur apportait un plus ». Ce « travail à côté » du travail de l'usine est à la fois plus riche et ambigu qu'il n'y paraît (Weber, 1989). Les propos d'un ancien ouvrier le montrent : « A l'époque les gens étaient passionnés par leur jardin. Mais attention, c'est pas seulement qu'il faut aimer, les fleurs et tout ça, hein, il faut connaître aussi ». Les qualités nécessaires (le soin, le coup de main...) sont proches de celles dont les ouvriers-faïenciers doivent disposer pour l'exercice de leur métier, dans les ateliers cette fois. Ces loisirs contribuent à une confusion entre l'espace de vie et l'espace de travail, dans le sens d'une appropriation personnelle qui est aussi un partage collectif lié à une sociabilité originale : « A l'époque, les familles allaient l'une vers l'autre, on se regroupait. Le soir, les hommes se mettaient dehors. Les jeunes allaient auprès des vieilles personnes qui leur racontaient des histoires, la guerre de 1870 ou celle de 1914 ».

C'est bien d'un attachement des faïenciers à « leur » logement qu'il s'agit, et cela au moment même où la municipalité formule les premiers projets sociaux publics. Henri Nominé a pour ce faire mis à profit ses relations avec la famille Huber, industriels de la soie qui apprécient peu la domination de la faïencerie :

« Un quartier qui a été créé en somme c'est le Blaumberg : on a créé une Société d'habitation à bon marché pour obtenir des facilités. Je fréquentais beaucoup les Huber. Alors un beau jour Mme Huber me disait : " Nous allons vendre la propriété, il y a un monsieur de Paris qui va acheter le tout ". J'ai dit : " Mme Huber, il faut que la ville puisse choisir là-dedans ce qui lui faut pour ses besoins : réseaux routiers, école, logements... " Le lotissement, moi j'ai fait les plans, j'ai fait les rues, j'ai donné des noms aux rues. Bref, je voulais créer un genre d'urbanisme un peu plus élevé au point de vue culturel pour toutes les couches sociales. Tandis qu'autrefois, c'était le coron, comme on dit dans les mines. Le coron des Faïenceries c'était la cité ouvrière, des choses comme ça ».

Un mouvement est lancé : les « avantages maison » de la fabrique sont de plus en plus rognés par les politiques publiques locales, et bientôt nationales, après 1945.



Vue générale de la faïencerie - © Musée de Sarreguemines -

Un effritement caché (1945-1978)

Le troisième temps est celui des décennies de l'après-guerre, marquées par la remise en cause progressive de la place économique et des politiques patronales de la faïencerie, concurrencée localement par d'autres implantations : le bassin se caractérise dorénavant par une diversification industrielle, dans le cadre d'une zone de développement mise en place de 1956 à 1960. Le secteur tertiaire est venu remplacer l'industrie et apparaît comme le poumon économique de l'arrondissement. Pour celui qui ne se satisfait pas de sa position dans l'entreprise céramique, des alternatives sérieuses existent à présent. Cela réduit les attitudes de loyauté, favorise la revendication ou la recherche d'embauche ailleurs, dans un contexte de plein emploi



Intérieur de la faïencerie - © Musée de Sarreguemines -

qui rend possible ce type de stratégies (Hirschman, 1972), d'autant plus que la fondation en 1945 de la Sécurité Sociale rend le maintien d'une protection complémentaire spécifique à l'entreprise désormais trop coûteux. Finalement, en 1974, 700 personnes sont encore employées là où il y en avait plus de 3 000 au début du siècle¹⁵.

Dans ce contexte, travailler à la fabrique n'est plus guère valorisant dans la perception courante : « Je me souviens, les parents disaient toujours à leurs enfants " Si tu ne fiches rien à l'école, tu iras à la faïencerie ! " C'était pas bien vu, quoi ! », raconte un ancien employé. Plus encore, le personnel féminin de l'entreprise a acquis une réputation licenciuse. Plusieurs ouvrières se souviennent se l'être vu reprocher par des proches : « Je me rappelle, quand je fréquentais mon mari, quand ma belle-sœur a su que je travaillais aux faïenceries, qu'est-ce qu'elle avait pas entendu ! J'étais une mauvaise fille, hein ! ».

On est alors dans une période de repli, qui demeure toutefois largement dans l'infra-signifié pour les personnels de l'usine. Là, c'est le sentiment de continuité qui l'emporte, à partir des piliers du paternalisme séculaire : la personne des directeurs et les cités ouvrières. Le caractère uniforme de la figure du

directeur-père est frappant. L'image semble être restée intacte depuis François-Paul Utzschneider, en fonction de 1799 à 1836 (Hamman, 2000b), jusqu'à Alain Cazal, qui a dirigé l'entreprise de 1969 à 1978. On en veut pour preuve le sentiment de ce chef d'atelier : « On peut dire qu'en 1974, c'était encore l'apogée de l'usine. C'était encore l'ancienne tradition. Quand il y avait la fête de Noël, il y avait 200 personnes qui recevaient un colis, une centaine d'enfants qui recevaient un jouet. Ça tenait au fond à une personne ». Quant aux politiques du logement, elles sont particulièrement appréciées des ouvriers, de génération en génération. Le cas de M.J. le montre bien ; il a quitté l'usine deux fois, pour toujours y revenir : « Dans les années cinquante, y'avait du travail n'importe où. Quand on entendait les autres, « Moi je gagne ça et ça... », mais finalement, quand on déduisait tout, le loyer qu'il fallait payer, le reste c'était le même ! Parce qu'ici c'était des maisons, des logements pour les ouvriers ». Cette longévité explique aussi que se diffuse un rapport implicatif vis-à-vis du logement au sein des parentèles de faïenciers. Une ancienne ouvrière le dit clairement : « J'ai toujours habité dans une maison de la cité dans la rue Thérèse. J'ai cependant déménagé lorsque mon mari a été pensionné. Du n° 15 on est allé au n°1, puis on est allé au n°6, mais toujours rue Thérèse. Même là, le déménagement était toujours durement ressenti, car on avait des habitudes ».

Une décennie désenchantée (1978-1987)

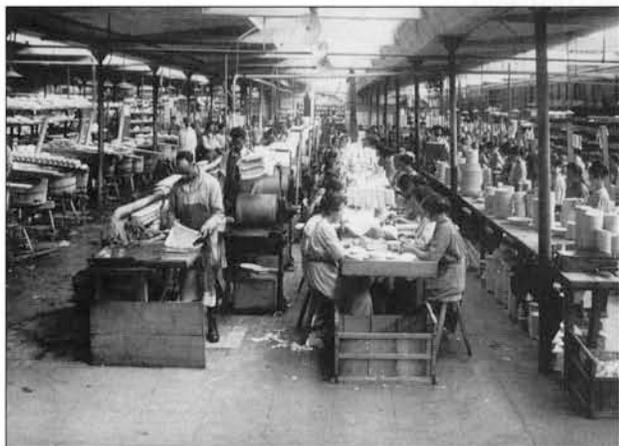
Le quatrième moment est marqué par le choc du rachat de la faïencerie par un groupe céramique lunévillois concurrent. Ce 15 février 1978, la stupeur est générale parmi les ouvriers¹⁶. Des repères simples, façonnés par le temps, s'écroulent en un instant et, avec eux, tout un monde perçu comme protégé et protecteur. Significative est ici la suppression en septembre 1982 du ramassage par cars organisé par la faïencerie à l'intention du personnel habitant les villages des alentours, mesure qui concerne alors 150 ouvriers sur 380. Ces derniers sont placés devant une alternative : user de moyens de locomotion privés ou accepter le licenciement économique. « Ce n'est pas normal ce qui arrive là. C'est une façon déguisée de licencier du personnel. Moi, je ne peux pas faire autrement... », « Il y a eu une cassure », « Terminé, plus rien », voilà les souvenirs qu'ils ont livrés. Les faïenciers ressentent plus durement encore la réorientation vers une production semi-automatisée de carreaux et l'abandon complet de la vaisselle en 1984, qui remet en cause leur savoir-faire artisanal et artistique : « La vaisselle, c'est du doigté, c'était bourré de petites astuces, des petits savoir-faire qui faisaient que tout le

15. AMS, section IV, 3 F 5-6 et F - statistiques économiques.

16. Le Républicain Lorrain, 25 février 1978.

monde ne pouvait pas le faire. C'est un métier, vraiment... Tu savais que tu créais quelque chose. Mais après, on t'envoyait des formes, la presse tombe sur le carreau, ça n'a aucun sens. On fait ça toute la journée, la même chose »¹⁷.

Alors que les ouvriers font le deuil de leur métier et que les explosions sociales égrènent les années 1980, la population locale et les élus prennent conscience de la valeur patrimoniale de la faïence, maintenant que sa place à Sarreguemines est menacée. L'épisode majeur de ce changement dans la perception publique de l'univers faïencier est la vente à Drouot par le nouveau directeur d'une collection de pièces de prestige auparavant confiées en dépôt au musée municipal : de la sphère économique, privée, l'enjeu faïencier migre localement vers l'espace public. Le conservateur situé là le moment-charnière de l'amorce d'une « politique municipale volontariste de développement et de mise en valeur du patrimoine faïencier », insistant sur le fait qu'auparavant il ne disposait d'aucun crédit



La faïencerie au travail - © Musée de Sarreguemines -

d'acquisition de faïences, alors que depuis 1987, il obtient chaque année une enveloppe de 150 000 à 200 000 F. Quant aux habitants de l'arrondissement, ils sont sensibilisés par une souscription publique appuyée sur une importante campagne de presse et d'affichage. Le conservateur se souvient de l'émotion suscitée : « Très tôt, on a senti que la population réagissait. Des gens m'ont dit qu'ils étaient prêts à venir au musée tout bloquer, pour s'opposer à l'enlèvement, physiquement ! Ils faisaient une analyse symbolique, pas juridique : « Ces objets ont été fabriqués par nos ancêtres, les Sarregueminois, donc ils appartiennent au patrimoine de Sarreguemines, donc ils nous appartiennent... donc ils ne doivent pas quitter Sarreguemines ».

Un basculement significatif au niveau de la politique générale de la fabrique accentue ce contexte troublé. « Moi, je suis un industriel », répète le nouveau responsable de l'usine, distinguant ainsi radicalement son activité de la gestion de l'ancienne production faïencière. « Avant, vous imaginez, on

avait des terrains d'un bout à l'autre de la ville, partout... et qui ne servaient à rien ! J'ai d'abord tout regroupé sur un seul site, et le reste a été vendu. Franchement, c'est un problème historique de la ville, elle doit regarder son patrimoine. Alors bon, ce qu'elle fait... c'est bien, hein... », ajoute le directeur¹⁸. Rejetée dans le passé, la faïence devient un patrimoine perçu en tant que tel et pris en charge par la collectivité publique, à mesure où elle quitte le domaine de la quotidienneté industrielle.

La faïence devient patrimoine (1987-2002)

L'Office public municipal d'H.L.M. acquiert entre 1987 et 1989 les terrains et les habitations de la Cité des faïenceries et assure leur réhabilitation, en prenant soin de ne pas rompre les liens construits de longue date entre les occupants, comme le souligne le directeur de l'Office :

« Ça a été racheté aux Faïenceries en 1987. C'était une opération-tiroirs : vider, faire, reprendre d'autres gens, refaire des travaux, et ainsi de suite. Et on s'est engagé qu'on reprendrait les gens. Pour cela, c'était très intéressant sur le plan humain, parce que ça a dû se négocier, beaucoup de discussions. Donc ça s'est très bien passé. Et il y avait plus de 25% de taux d'immigrés. En commission d'attribution des logements, mon attention a été attirée sur le fait que ça semblait excessif. Là j'ai dit qu'il faut maintenir, parce qu'il y a un lien qui unit ces habitants hein, habitants, pas seulement locataires, c'est le lien de travail, aux faïenceries. Alors qu'on soit immigré ou pas, c'est pareil. Quand on bosse on a besoin d'un coup de main, même si c'est pour aller aux toilettes, de remplacer quelqu'un sur une machine. Ces liens-là ont fait qu'il y avait, pas une cohabitation, une vie en commun tout à fait harmonieuse, et qui continue d'être harmonieuse. Et il y a les personnes âgées, beaucoup, de 80 ans et plus : on a même gardé des mémés toutes seules dans un quatre pièces ! Déraciner ces gens-là qui ont vécu toute leur vie, qui sont nées là-dedans, ç'aurait été inhumain, et ça aussi fait partie de la cohésion d'une cité : les gens reconnaissent la personne qui y habite depuis toujours, c'est un élément déterminant. Et la population d'un certain âge, pas forcément âgée, elle s'investit. Je pourrais vous montrer une cage d'escalier, c'est faramineux ! Pas besoin de surveiller la propreté. Ailleurs, où il y a seulement une population jeune, il y a des problèmes. C'est une autre mentalité : « Nous on paye un loyer, ils n'ont qu'à rendre propre ! »¹⁹. Le succès est là, les « anciens » apprécient les différents travaux de

17. Sur ces récits des gens de métier, voir plus largement Zarca, 1987.

18. Entretien avec M. Pedinotti, 14 octobre 1997.

rénovation engagés : « Vous avez déjà vu ce qu'ils ont fait avec le quartier de l'ancienne cité ? Ils ont tout construit à neuf, c'est magnifique » ; « Oui, il faut rénover. La cité ne doit pas sombrer, c'est notre patrimoine. Sarreguemines était la ville de la faïence ». Du coup, ils conservent leurs logements dans cette Cité où ils se sentent « chez eux » au temps de la retraite. Significatif est le mythe d'un « âge d'or » de l'entreprise qui s'y développe (Girardet, 1986, pp. 97-138). La cité devient ce qui reste matériellement d'un temps « heureux » rétrospectivement. L'autrefois regretté, c'est le temps où les parents étaient vivants : « La fabrique, mon père y travaillait, ma mère y travaillait, mon grand-père y travaillait... c'était une affaire de famille... comme à la Cité, tout le monde était ensemble » ; le temps où les amis étaient présents : « Quand on rencontre des copines, on parle souvent du bon vieux temps où on travaillait ensemble à la faïencerie, du temps où on faisait des bêtises à la Cité ». L'évocation du quotidien à la Cité se confond alors avec le rappel nostalgique d'une communauté fusionnelle du passé : « Les relations étaient très bonnes, meilleures qu'aujourd'hui. On était toujours ensemble le soir à trois ou quatre familles sur la véranda, une fois chez l'un, une fois chez l'autre. Les gens aimaient à se retrouver le soir. Souvent on fêtait des anniversaires entre amis ». Dans ce cadre si particulier, l'intégration de populations « à problèmes » devient même possible : « Il y avait un immeuble rue L. où ça devenait invivable : l'occupation des cages d'escalier, les gens avaient peur, et le comportement : y'en a qui balançaient tout par la fenêtre, les restes de repas... On a décidé de démolir, mais il faut encore pouvoir offrir quelque chose. 75% ont retrouvé ailleurs, mais il y avait des cas vraiment ! On a relogé ces gens cité faïencerie, qui se sont mélangés maintenant, et ça habite bien ! Vous pouvez aller là-bas, ça date de 1992, pas un seul graffiti ! C'est bien la preuve que le logement dans le diffus, les habitats individuels pour



La ville sur la faïence, reflet - © Musée de Sarreguemines -

des gens qui ont des modes de vie pas toujours compatibles avec la vie collective, cette politique permet d'y répondre le mieux possible »²⁰.

« L'interconnaissance est le lot de tels quartiers. L'histoire commune [en] est une dimension primordiale et sa reconnaissance, alliée au respect de ses figures locales, un ciment commun pour les habitants », a pu noter Claire Bidart (1988, pp. 633-634). Il faut en effet prendre la mesure des liens qui existent entre beaucoup d'« anciens » de la fabrique par le biais d'associations locales, dont les piliers ne sont autres que certains cadres de l'entreprise. Dans ces lieux où se cultive l'entre-soi émerge et se définit une mémoire collective qui a des effets et se diffuse à travers l'élection de porte-parole²¹. Par exemple, cet ancien comptable devenu une « figure locale », fier d'être « incontournable » : « La semaine dernière, j'ai encore fait une séquence télévisée sur FR3. Et j'ai parlé déjà sur TF1 pour le 13 heures, et sur la SWR [télévision allemande] ». Sa tendance à recomposer devant moi une saga des anciens personnels de l'entreprise peut s'expliquer par le « savoir-faire » qu'il a acquis dans le cadre associatif : « Dans notre association Langue et culture régionales, moi j'ai déjà tenu des causeries sur l'histoire des cités. Ah, la vieille cité ! Et les gens ne connaissent pas du tout son histoire... J'ai emballé mon public là. J'ai aussi fait le guide dernièrement pour le club du 3^{ème} âge, dont je suis membre. Pareil. Et pour l'Office du tourisme de Sarreguemines aussi, pour former les nouveaux guides pour le circuit de la faïence, ceux qui vont les faire visiter ». L'attachement de ces personnes à la Cité procède alors, sur certains aspects, de la mise en correspondance d'un vécu personnel et collectif avec le nouveau discours qui se cristallise au niveau municipal.

En effet, dans les années 1990 se déploie une seconde phase de la prise en charge publique : après la conservation, l'équipe municipale se préoccupe d'inclure le passé faïencier aux politiques culturelles, touristiques et de développement local. Deux axes sont privilégiés : l'un contemporain, l'autre historique. La reprise de la fête de la Saint-Paul et la réalisation du Musée des techniques de la faïence nous donnent l'occasion de l'appréhender. La Saint-Paul a été pendant près d'un siècle la fête de la manufacture de faïence. S'inscrivant dans cette tradition, la municipalité de Sarreguemines a lancé en 1992 les « Rencontres de la Saint-Paul » portant sur les arts de la table. Des expositions de céramiques contemporaines sont organisées dans ce cadre. En 1994, cette formule centrée sur la création faïencière est radicalement

19. Entretien, 23 janvier 2002.

20. Ibid.

21. On pense ici aux analyses de Halbwachs, 1968 ; Pollak et Heinrich, 1986. La comparaison est également heuristique avec d'autres villes-usines comme les mines du Nord, qui, aujourd'hui fermées, sont devenues des musées dont la visite est fréquemment assurée par d'anciens mineurs ; sur la diversité des « mondes privés » dans un tel contexte, voir Schwartz, 1990.

modifiée, suivant une direction « plus populaire », note la responsable du service Communication : « Donc, animations musicales au centre-ville, groupes folkloriques,... Chaque restaurateur participant doit organiser un menu de la Saint-Paul axé sur les produits et les vins lorrains. Chaque commerçant participant décore sa vitrine par des pièces de faïence... musée permanent²² ». Les liens avec la manifestation originale se distendent. En 1996, le nouveau maire ajoute à la programmation un festival intitulé « Les Z'Arts de rue » : le rapport avec le passé faïencier a cette fois totalement disparu. La marchandisation des « Rencontres de la Saint-Paul » est d'ailleurs rejetée par les anciens ouvriers de la faïencerie : « Je n'ai jamais été aux fêtes de la Saint-Paul. De toute façon, là, ce n'est plus la Saint-Paul comme je l'ai connue dans ma jeunesse, et comme beaucoup de personnes l'ont connue ». La réaction est d'autant plus significative que le musée municipal suscite un sentiment tout autre : « Oh, j'y suis allée plusieurs fois. Oui, oui. Il y a tant de belles choses, ce que nous fabriquions dans le temps, toute la vaisselle... ».

Précisément, la dimension historique n'est pas abandonnée : les années 1995-1998 sont un moment d'effervescence autour du projet d'un deuxième musée, cette fois tourné vers les dimensions technique et humaine du travail de la céramique et non uniquement sur le résultat, les productions artistiques. Au contraire de l'expérience précédente, le conservateur souligne sa démarche d'implication : « On a surtout fait appel aux anciens ouvriers pour étudier les connaissances techniques, les conditions de travail, l'acquisition des savoir-faire, leurs "secrets", la convivialité... ». Le pari fonctionne. Les « anciens » considèrent le Musée des Techniques comme une « réhabilitation » : « Les personnes qui ont visité ce musée ne s'en lassent pas. Nous, c'est vraiment comme ça qu'on travaillait. L'histoire de cette faïencerie, c'est grâce au musée que ça a pu perdurer. Ils font de belles choses. Et puis... oh là, tous les témoignages que j'ai donnés ! ». Ce

travail de réinscription des initiatives municipales dans la perception populaire locale du travail de la faïence, dont les « anciens » de l'entreprise sont les hérauts – « nos ambassadeurs auprès du public », résume le conservateur –, peut s'expliquer par le projet plus large des élus. Les travaux réalisés pour offrir aux visiteurs « une manufacture à l'arrêt » telle qu'elle a existé au XIX^{ème} siècle ne doivent pas faire oublier qu'« il y a toujours l'idée de transition passé-avenir : le nouveau musée des techniques est sur un pôle avec un centre de la jeunesse, de coopération franco-allemande, et il y a aussi la nouvelle passerelle sur la Sarre là-bas, aussi financée avec des crédits européens ». « Sarreguemines, cité de la faïence », annoncent des panneaux placés à l'entrée de la commune : où le patrimoine reconstruit déborde finalement ses acteurs pour se situer dans une politique d'image de la municipalité qui se veut tout à la fois « traditionnelle » et « moderne ».

Si le « développement durable » tend à s'imposer comme thème de réflexion à l'heure de la globalisation économique, nous avons opté ici pour un modeste déplacement du regard. La mobilisation de la notion de patrimoine donc son succès opératoire, y compris dans les sciences sociales apparaît conditionnée à son inscription dans des territoires, donc à son acclimatation en fonction des contextes spatiaux, historiques, sociaux, culturels divers – pour ne point se faire les chantres malgré soi d'une uniformisation rampante, mais bien « parler » à la mémoire et au savoir, et favoriser sous ce rapport une prise de conscience à la fois individuelle et collective de ce que recouvre un patrimoine urbain qui mérite d'être transmis et de se développer pour tous c'est-à-dire d'être potentiellement durable...

Philippe Hamman

22. Entretien, juillet 1994.

RÉFÉRENCES

- Bidart C., (1988), « Sociabilités : quelques variables », *Revue Française de Sociologie*, XXIX, pp. 621-648.
- Castel R., (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard
- Chastel A., (1997), « Le patrimoine », in : P. Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, éd. Quarto
- Commaillé L., (1982), « Les cités ouvrières en Lorraine », in : *Urbanisme et architecture en Lorraine, 1830-1930*, Metz, Serpenoise
- Decker E., Vilhem R., (1998), *Marie, faïencière au pays de Sarreguemines*, Metz, Serpenoise
- Foucault M., (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard
- Frey J.-P., (1995), *Le rôle social du patronat. Du paternalisme à l'urbanisme*, Paris, L'Harmattan
- Gillet M., (1980) « Patrimoine industriel et patrimoine ethnologique », *Annales ESC*
- Girardet R., (1996), *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil
- Halbwachs M., (1968), *La Mémoire collective*, Paris, PUF, (réédition).
- Hamman P., « Une grande famille... Métiers de la céramique et stratégies industrielles à la faïencerie de Sarreguemines (1890-1940) », *Politix*, 45, 1999, pp. 57-86.
- *Les transformations de la notabilité : l'industrie faïencière à Sarreguemines*, thèse de Science politique, I.E.P. de Strasbourg, janvier 2000.
- « La construction d'une histoire officielle d'entreprise : l'"auguste ancêtre" François-Paul Utzschneider », *Genèses*, 40, septembre 2000, pp. 51-78.
- Hirschman A.O., (1972), *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Paris, Editions ouvrières, (trad. fr. de Exit, Voice and Loyalty).
- Lapaix C., (1877), *Armorial des villes, bourgs et villages de la Lorraine*, Nancy
- Leclerc Ch.-L. (1957), *Biographie des Grands Lorrains*, Metz, Serpenoise
- Lüdtke A. (janvier-mars 1984), « Le domaine réservé : affirmation de l'autonomie ouvrière et politique chez les ouvriers d'usine en Allemagne à la fin du 19^e siècle », *Le Mouvement Social*, 126, pp. 29-52.
- Nora P. (dir.) (1997), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard-Quarto, 3 tomes (1^{ère} éd., 1984).
- Pollak M., Heinich N. (1986), « Le témoignage », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 62-63, pp. 3-29.
- Roth Fr. (1981), *Les Lorrains entre la France et l'Allemagne*, Metz-Nancy, éd. Serpenoise et Presses Universitaires de Nancy
- Schwartz O. (1990), *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF
- Verret M. (1995), *L'espace ouvrier*, Paris, L'Harmattan (1^{ère} éd., A. Colin, 1979).
- (1996) *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan (1^{ère} éd., ACL Crocus, 1988).
- Weber F. (1989), *Le travail à côté. Etude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA/EHESS
- Wittenbrock R. (1989), *Bauordnung als Instrumente der Stadtplanung im Reichsland Elsass-Lothringen (1870-1918). Aspekte der Urbanisierung im deutsch-französischen Grenzraum*, thèse de l'Université de Sarrebruck, St. Ingbert
- Zarca B., (1987), *Les artisans. Gens de métier, gens de parole*, Paris, L'Harmattan,

Philippe Hamman, membre du Groupe de Sociologie Politique Européenne (GSPE), enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg, à l'Université de Metz, ainsi qu'à l'Université Marc Bloch, où il est chercheur associé au Groupe de Recherche sur l'Urbain et l'Environnement de Strasbourg (GRUES). Il travaille sur la figure du « notable industriel », du milieu du XIX^{ème} siècle à nos jours, et s'intéresse également au façonnage complexe des identités et des territoires en zone frontalière, aux politiques de coopération transfrontalière en Europe et aux relations élus/patrons, suivant une perspective de sociologie politique de la gouvernance. Il a publié plusieurs articles sur ces thématiques, en particulier dans *Politix*, 45, (1999) ; *Genèses*, 40, (2000) et 47, (2002) ; *Terrain*, 36, (2001) ; *Le Bulletin de l'Institut de la Décentralisation*, 87, (2001) ; *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 90, (2001) ; *Yves Déloye, Bernard Voutat (dir.), Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, (2002) ; *Sociologie du Travail*, 44-2, (2002) ; et *la Revue Historique*, 2002. Il a aussi dirigé récemment, en collaboration avec J.-M. Méon et B. Verrier, *Discours savants, discours militants. Mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.

<Philippe.hamman@caramail.com>